

1988, chapitre 87
**LOI MODIFIANT LA CHARTE
DE LA VILLE DE MONTRÉAL**

Projet de loi 255

présenté par Madame Violette Trépanier, député de Dorion

Présenté le 14 décembre 1988

Principe adopté le 23 décembre 1988

Adopté le 23 décembre 1988

Sanctionné le 23 décembre 1988

Entrée en vigueur: le 23 décembre 1988

Lois modifiées:

Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102)

Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal (1986, chapitre 117)

Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal (1987, chapitre 111)

Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal (1987, chapitre 112)





CHAPITRE 87

Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal

[Sanctionnée le 23 décembre 1988]

Préambule ATTENDU que la Ville de Montréal a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 102 des lois de 1959-1960, soit modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1959-1960,
c. 102,
a. 49, ab.

1. L'article 49 de la Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102) est abrogé.

1959-1960,
c. 102,
a. 50, ab.

2. L'article 50 de cette charte, modifié par l'article 182 du chapitre 77 des lois de 1977, est abrogé.

1959-1960,
c. 102,
a. 52, ab.

3. L'article 52 de cette charte, modifié par l'article 6 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, est abrogé.

1959-1960,
c. 102,
a. 53, ab.

4. L'article 53 de cette charte est abrogé.

1959-1960,
c. 102,
a. 98, mod.

5. L'article 98 de cette charte, remplacé par l'article 5 du chapitre 40 des lois de 1980, est modifié par le remplacement de l'expression « vingt-cinq » par l'expression « cinquante ».

1959-1960,
c. 102,
a. 99, mod.

6. L'article 99 de cette charte, remplacé par l'article 6 du chapitre 40 des lois de 1980, est modifié:

1° par la suppression du premier alinéa;

2° par le remplacement, au deuxième alinéa, du mot « Cependant » par les mots « Malgré l'article 98 ».

1959-1960,
c. 102,
a. 103, ab.

7. L'article 103 de cette charte est abrogé.

1959-1960,
c. 102,
a. 106, mod.

8. L'article 106 de cette charte, modifié par l'article 15 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), par l'article 10 du chapitre 96 des lois de 1971, par l'article 14 du chapitre 77 des lois de 1977, par l'article 2 du chapitre 41 des lois de 1980, par l'article 3 du chapitre 71 des lois de 1982, par l'article 211 du chapitre 38 des lois de 1984 et par l'article 8 du chapitre 111 des lois de 1987, est de nouveau modifié par l'addition du paragraphe suivant:

« u) aliéner, à titre gratuit, des biens mobiliers en faveur d'organismes sans but lucratif. ».

1959-1960,
c. 102,
a. 107, mod.

9. L'article 107 de cette charte, remplacé par l'article 15 du chapitre 77 des lois de 1977 et modifié par l'article 7 du chapitre 40 des lois de 1980 et par l'article 849 du chapitre 57 des lois de 1987, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes 1 et 2 par les suivants:

Mode
d'octroi
d'un contrat

« **107.** 1. Un contrat pour l'exécution de travaux, pour la fourniture de matériel ou de matériaux, ou pour la fourniture de services autres que professionnels, doit être octroyé:

a) par voie d'invitation auprès d'au moins deux entrepreneurs ou deux fournisseurs, selon le cas, s'il comporte une dépense de plus de 15 000 \$ mais d'au plus 50 000 \$;

b) par voie d'appel d'offres public, s'il comporte une dépense de plus de 50 000 \$.

Invitations
ou appels
d'offres

2. Ces invitations et ces appels d'offres doivent être formulés et les contrats qui en découlent doivent être octroyés selon l'un ou l'autre des modes suivants:

a) à prix forfaitaire;

b) à prix unitaire. ».

1959-1960,
c. 102,
a. 107a, ab.

10. L'article 107a de cette charte, édicté par l'article 16 du chapitre 77 des lois de 1977, est abrogé.

1959-1960,
c. 102,
a. 520, mod.

11. L'article 520 de cette charte, modifié par l'article 26 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, par l'article 8 du chapitre 71 des lois de 1964, par l'article 21 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 5 du chapitre 90 des lois de 1968, par l'article 4 du chapitre 91 des lois de 1969, par l'article 205 du chapitre 19 des lois de 1971, par l'article 20 du chapitre 96 des lois de 1971, par l'article 57 du chapitre 77 des lois de 1973, par les articles 45 et 183 du chapitre 77 des lois de 1977, par l'article 23 du chapitre 64 des lois de 1982, par

l'article 1 du chapitre 59 des lois de 1983, par l'article 145 du chapitre 27 des lois de 1985 et par l'article 26 du chapitre 111 des lois de 1987, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 66° par le suivant :

Collectes
publiques

« 66° Réglementer les collectes publiques dans le territoire de la ville et, à cette fin, prescrire les conditions et modalités des permis requis; ».

1959-1960,
c. 102,
a. 524, mod.

12. L'article 524 de cette charte, modifié par l'article 55 du chapitre 59 des lois de 1962, l'article 20 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), l'article 24 du chapitre 86 des lois de 1966-1967, l'article 7 du chapitre 90 des lois de 1968, l'article 1 du chapitre 91 des lois de 1968, l'article 21 du chapitre 96 des lois de 1971, l'article 4 du chapitre 76 des lois de 1972, l'article 58 du chapitre 77 des lois de 1973, l'article 48 du chapitre 77 des lois de 1977, l'article 82 du chapitre 7 des lois de 1978, l'article 10 du chapitre 40 des lois de 1980, l'article 21 du chapitre 71 des lois de 1982, par l'article 670 du chapitre 91 des lois de 1986 et par l'article 2 du chapitre 86 des lois de 1988, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 6° par le suivant :

Approbation
de
modification

« 6° Sous réserve de l'article 610a, déterminer les conditions requises pour l'approbation d'une modification des plans de cadastre et définir la nature des travaux qui peuvent être exigés et les servitudes nécessaires à l'installation des services publics qui doivent être consenties préalablement à cette approbation; prévoir le refus de cette approbation dans les cas où les services d'utilité publique ne sont pas installés au lieu visé par la modification; »;

2° par la suppression, dans la version anglaise du sous-paragraphe *b* du paragraphe 18, du mot « residential » qui précède les mots « building in order to determine ».

1959-1960,
c. 102,
a. 524b,
version an-
glaise, mod.

13. L'article 524b de cette charte, remplacé par l'article 3 du chapitre 86 des lois de 1988, est modifié, dans la version anglaise, par la suppression du mot « residential » qui précède les mots « building under a by-law enacted ».

1959-1960,
c. 102,
a. 528, mod.

14. L'article 528 de cette charte, modifié par l'article 56 du chapitre 59 des lois de 1962, par l'article 9 du chapitre 90 et par l'article 1 du chapitre 92 des lois de 1968, par l'article 22 du chapitre 96 des lois de 1971, par l'article 53 du chapitre 77 des lois de 1977, par l'article 12 du chapitre 40 des lois de 1980, par l'article 23 du chapitre 71 et par l'article 26 du chapitre 64 des lois de 1982 et par l'article 5 du chapitre 86 des lois de 1988, est de nouveau modifié :

1° par la suppression,

a) au paragraphe 8°, de ce qui suit: «emprunter les sommes nécessaires à cette fin, pour un terme n'excédant pas quarante ans, avec fonds d'amortissement suffisant pour les payer à échéance;» et

b) au paragraphe 15, de ce qui suit: «et contracter des emprunts pour en payer le prix ou l'indemnité, y compris, le cas échéant, les frais d'expropriation»; et

2° par le remplacement des paragraphes 13.1° et 14° par les suivants:

Gaz et
sous-produits

«13.1° Exploiter le gaz et les sous-produits du gaz ainsi que l'énergie thermique provenant de ses sites d'élimination des déchets;»

Obliga-
tions

«14° Pour les fins du paragraphe 13.1°, émettre des obligations ou autres titres ou effectuer des emprunts spéciaux avec fonds d'amortissement, pour les montants que le conseil juge appropriés;».

1959-1960,
c. 102,
a. 528b,
remp.

15. L'article 528b de cette charte, édicté par l'article 24 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), modifié par l'article 24 du chapitre 71 des lois de 1982 et remplacé par l'article 4 du chapitre 59 des lois de 1983, est de nouveau remplacé par le suivant:

Exercice
des pouvoirs

«**528b.** Le conseil peut exercer par résolution les pouvoirs prévus au paragraphe 5° de l'article 520, au paragraphe 1a° de l'article 522, au paragraphe 10° de l'article 526, au paragraphe 9° de l'article 527 et aux paragraphes 3°, 4°, 6°, 11° et 13.1° de l'article 528.».

1959-1960,
c. 102,
a. 528d,
mod.

16. L'article 528d de cette charte, édicté par l'article 6 du chapitre 86 des lois de 1988, est modifié par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

«2° acquérir du capital-actions dans toute corporation dont les activités ne comportent que la réalisation d'un projet relatif à l'exploitation du gaz ou des sous-produits du gaz ainsi que de l'énergie thermique provenant des sites d'élimination des déchets de la ville ou prêter à une telle corporation moyennant intérêt et garantie;».

1959-1960,
c. 102,
a. 560c,
mod.

17. L'article 560c de cette charte, édicté par l'article 28 du chapitre 111 des lois de 1987, est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant:

Description
du terrain

«Ce règlement doit décrire le terrain qui, dans l'emprise de la ruelle, sera affecté aux utilités publiques.».

1959-1960,
c. 102,
a. 560e,
remp.

18. L'article 560e de cette charte, édicté par l'article 28 du chapitre 111 des lois de 1987, est remplacé par le suivant:

Création
d'une servi-
tude

« **560e.** L'enregistrement de l'avis emporte transfert de la propriété de chacun des lots et dès cet enregistrement, une servitude est créée contre le terrain décrit au règlement adopté en application de l'article 560c, pour le bénéfice de toutes les utilités publiques, y compris la pose, l'installation et l'entretien des conduits, poteaux, fils et autres accessoires nécessaires aux opérations des compagnies publiques. ».

1959-1960,
c. 102,
a. 560f, mod.

19. L'article 560f de cette charte, édicté par l'article 28 du chapitre 111 des lois de 1987, est modifié par la suppression du premier alinéa.

1959-1960,
c. 102,
a. 652,
remp.

20. L'article 652 de cette charte, modifié par les articles 24 et 77 du chapitre 22 des lois de 1979 et par l'article 8 du chapitre 59 des lois de 1983, est remplacé par le suivant:

Estimation
du revenu
probable

« **652.** Aux fins de l'article 651, le revenu probable de l'exercice suivant est estimé en faisant le total des données suivantes:

a) les revenus probables de la taxe foncière, de la taxe de l'eau, de la taxe de services et de la taxe d'affaires de l'exercice suivant, établis sur la base des évaluations déposées conformément à la loi, y compris ceux provenant des modifications au rôle suite à l'ajout de nouveaux immeubles ou à des améliorations à des immeubles, tels qu'estimés par l'évaluateur de la Communauté urbaine de Montréal; plus

b) les revenus probables provenant d'intérêts, de loyers ou d'autres sources qui s'accroissent de jour en jour; plus

c) les revenus probables des nouvelles taxes; plus

d) les revenus qui seront effectivement perçus durant le prochain exercice financier, pour toutes autres taxes ou sources; plus

e) les versements, par les propriétaires fonciers, de répartition d'améliorations locales à échoir durant l'exercice; moins

f) la provision nécessaire pour pertes résultant de la contestation des évaluations foncières et locatives. ».

1959-1960,
c. 102,
a. 653, ab.

21. L'article 653 de cette charte, remplacé par l'article 39 du chapitre 71 des lois de 1982, est abrogé.

1959-1960,
c. 102,
a. 654, mod.

22. L'article 654 de cette charte, modifié par l'article 67 du chapitre 77 des lois de 1973 et par l'article 25 du chapitre 22 des lois de 1979, est de nouveau modifié:

1° par l'addition, au paragraphe *d*, après le mot « dette », de ce qui suit: « , y compris les contributions au fonds d'amortissement »;

2° par la suppression du paragraphe *e*.

1959-1960,
c. 102,
a. 663, mod.

23. L'article 663 de cette charte est modifié:

1° par le remplacement, au premier alinéa, de l'expression « d'au moins quatre millions de dollars » par l'expression « équivalant au moins au coût moyen de ces travaux pour les trois exercices précédant l'année au cours de laquelle le budget est voté »;

2° par le remplacement, au troisième alinéa, de l'expression « et/ou » par le mot « ou ».

1959-1960,
c. 102,
a. 664, mod.

24. L'article 664 de cette charte, modifié par l'article 74 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Calcul

« Une somme égale à 1 1/2 % du revenu probable, à l'exclusion de tout surplus y ajouté, est votée pour ces fins. ».

1959-1960,
c. 102,
a. 675a,
mod.

25. L'article 675a de cette charte, édicté par l'article 212 du chapitre 38 des lois de 1984, est modifié par le remplacement du premier alinéa par l'alinéa suivant:

Transmission
du budget

« **675a.** Le budget doit être transmis au ministre des Affaires municipales au cours du mois qui suit son adoption ou, dans le cas de l'article 675, son entrée en vigueur. ».

1959-1960,
c. 102,
a. 681a,
mod.

26. L'article 681a de cette charte, édicté par l'article 13 du chapitre 52 des lois de 1976 et modifié par l'article 29 du chapitre 22 des lois de 1979, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par les alinéas suivants:

Programme
triennal
d'immobilisa-
tions

« **681a.** Le comité exécutif dresse le programme triennal d'immobilisations, et y indique l'objet, le montant et le mode de financement des dépenses en immobilisations.

Adoption du
programme

La ville doit, au plus tard le 30 septembre, adopter ce programme pour les trois exercices financiers subséquents. Cette adoption requiert le vote de la majorité des membres du conseil présents. »;

2° par l'addition, après le quatrième alinéa, de l'alinéa suivant:

Délai « Dans une année d'élections, le programme triennal d'immobilisations peut être adopté dans les trois mois suivant la date des élections. ».

1959-1960,
c. 102,
a. 707a,
mod. **27.** L'article 707a de cette charte, édicté par l'article 64 du chapitre 59 des lois de 1962 et modifié par l'article 34 du chapitre 96 des lois de 1971, l'article 14 du chapitre 76 des lois de 1972, l'article 68 du chapitre 77 des lois de 1973, l'article 1 du chapitre 85 des lois de 1975, l'article 14 du chapitre 52 des lois de 1976 et par l'article 213 du chapitre 38 des lois de 1984, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant:

Terme
du
prêt « 4° Un prêt consenti à même ce fonds de roulement doit comporter un terme d'au plus un an et être effectué pour l'une ou l'autre des fins auxquelles la ville est autorisée à emprunter temporairement; ».

1959-1960,
c. 102,
a. 709,
remp. **28.** L'article 709 de cette charte, remplacé par l'article 32 du chapitre 111 des lois de 1987, est de nouveau remplacé par le suivant:

Virements
de crédits « **709.** Le conseil peut, par règlement, établir des règles régissant les virements de crédits à l'intérieur des fonctions du budget et prévoir que le président du comité exécutif, le secrétaire général ou tout fonctionnaire désigné à cette fin peuvent autoriser des virements de crédits à l'intérieur de ces fonctions. ».

1959-1960,
c. 102,
a. 710, aj. **29.** Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 709, de l'article suivant:

Approbation
préalable « **710.** Le comité exécutif ne peut virer les crédits votés sous une fonction du budget à une autre qu'avec l'approbation du conseil.

Exception Cependant, le comité exécutif peut virer, en totalité ou en partie, à tout autre chapitre du budget, les crédits pour « dépenses imprévues d'administration » du chapitre « Crédits pour dépenses contingentes » et les crédits du chapitre « Crédits pour dépenses générales d'administration mis à la disposition du comité exécutif ».

Rapport
au conseil Lorsque le comité exécutif exerce les pouvoirs prévus à l'alinéa précédent relativement au virement de crédits du chapitre « Crédits pour dépenses générales d'administration mis à la disposition du comité exécutif », il doit en faire rapport au conseil à la première assemblée qui suit. ».

1959-1960,
c. 102,
a. 716, mod.

30. L'article 716 de cette charte est modifié par l'insertion, à la dernière ligne du paragraphe *a* du premier alinéa, après le mot « municipaux », de ce qui suit : « , le réaménagement urbain ».

1959-1960,
c. 102,
a. 719, ab.

31. L'article 719 de cette charte, modifié par l'article 84 du chapitre 77 des lois de 1977, est abrogé.

1959-1960,
c. 102,
a. 721, mod.

32. L'article 721 de cette charte, modifié par l'article 85 du chapitre 77 des lois de 1977, par l'article 52 du chapitre 71 des lois de 1982 et par l'article 214 du chapitre 38 des lois de 1984, est de nouveau modifié par l'insertion, après les mots « trois ans », des mots « ou, s'il s'agit d'un bail, cinq ans ».

1959-1960,
c. 102,
a. 741,
remp.

33. L'article 741 de cette charte, modifié par l'article 36 du chapitre 96 des lois de 1971 et par l'article 222 du chapitre 38 des lois de 1984, est remplacé par le suivant :

Pouvoir
général
d'emprunt

« **741.** En outre des pouvoirs particuliers d'emprunt mentionnés ailleurs dans cette charte et dans d'autres lois, la ville possède un pouvoir général d'emprunt.

Objets
visés

Ce pouvoir général s'étend aux emprunts faits pour les objets suivants :

a) le paiement des dettes mises à la charge des corporations municipales dont le territoire a été ou sera, en totalité ou en partie, annexé à celui de la ville ;

b) l'émission de nouveaux titres de créance pour rembourser à échéance tout emprunt existant ou pour racheter avant échéance ou pour convertir une partie ou la totalité des titres de créance en cours avec le consentement des détenteurs de titres de créance, ou sans leur consentement si la convention de prêt comporte une clause à cet effet.

Autorisation
du comité
exécutif

Le comité exécutif peut autoriser le directeur des finances à effectuer, aux conditions que ce dernier détermine, les emprunts mentionnés au quatrième alinéa de l'article 749. ».

1959-1960,
c. 102,
a. 742, ab.

34. L'article 742 de cette charte est abrogé.

1959-1960,
c. 102,
a. 743, ab.

35. L'article 743 de cette charte est abrogé.

1959-1960,
c. 102,
a. 745, ab.

36. L'article 745 de cette charte, remplacé par l'article 92 du chapitre 77 des lois de 1977, est abrogé.

1959-1960,
c. 102,
a. 746, ab.

37. L'article 746 de cette charte, modifié par l'article 93 du chapitre 77 des lois de 1977, est abrogé.

1959-1960,
c. 102,
a. 748, ab.

38. L'article 748 de cette charte, remplacé par l'article 223 du chapitre 38 des lois de 1984, est abrogé.

1959-1960,
c. 102,
a. 749, mod.

39. L'article 749 de cette charte, modifié par l'article 14 du chapitre 90 et l'article 6 du chapitre 92 des lois de 1968, par l'article 15 du chapitre 52 des lois de 1976 et par l'article 224 du chapitre 38 des lois de 1984, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement, au deuxième alinéa, du mot « administratif » par le mot « général »; et

2° par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

Approba-
tion des
emprunts

« Sauf le cas d'un emprunt pour fin de financement des opérations budgétaires dans l'attente de la perception des recettes ou d'un emprunt temporaire pour le paiement total ou partiel des dépenses effectuées en vertu d'un règlement d'emprunt, les emprunts doivent être approuvés par le ministre des Affaires municipales. ».

1959-1960,
c. 102,
a. 759, ab.

40. L'article 759 de cette charte, remplacé par l'article 103 du chapitre 77 des lois de 1977, est abrogé.

1959-1960,
c. 102,
a. 764, ab.

41. L'article 764 de cette charte, remplacé par l'article 106 du chapitre 77 des lois de 1977, est abrogé.

1959-1960,
c. 102,
a. 787i, aj.

42. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 787h, de l'article suivant:

Octroi d'une
subvention
selon la des-
tination ou
occupation
d'un im-
meuble

« **787i.** Dans les cas où une subvention prévue à l'article 787a est octroyée en considération de la destination ou du mode d'occupation d'un immeuble, le conseil peut, par règlement:

a) stipuler que le changement de la destination ou du mode d'occupation de cet immeuble, dans un délai qu'il fixe, d'au plus neuf ans, entraîne la remise à la ville, dans une proportion qu'il détermine en fonction de la période écoulée, de la subvention versée par elle à l'égard de cet immeuble, ou que tout permis qui peut être requis en vue d'un changement de destination ou d'occupation peut être refusé tant que cette remise n'est pas effectuée;

b) prévoir que la remise de la subvention est exigible de toute personne qui est propriétaire de l'immeuble à l'époque du changement de destination ou d'occupation;

c) prescrire les formalités nécessaires pour garantir le respect des exigences stipulées en application des paragraphes a et b, notamment la signature par le propriétaire bénéficiaire de la subvention de tout document établissant les limites ainsi stipulées au

droit de propriété de cet immeuble, qui peut être requis pour fins d'enregistrement; obliger, s'il y a lieu, le propriétaire bénéficiaire de la subvention à faire procéder à cet enregistrement.

Enregistre-
ment par
dépôt

L'enregistrement de tout document mentionné au paragraphe c du premier alinéa se fait par dépôt et le registrateur est tenu de le recevoir et d'en faire mention à l'index des immeubles. ».

1959-1960,
c. 102,
a. 801, mod.

43. L'article 801 de cette charte, modifié par l'article 36 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 8 du chapitre 91 des lois de 1969 et par l'article 117 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement de l'expression « en sus de la taxe prévue par les articles 794 et 795 » par l'expression « en plus de la taxe d'affaires ».

1959-1960,
c. 102,
a. 803, mod.

44. L'article 803 de cette charte, modifié par l'article 12 du chapitre 65 des lois de 1966-1967, par l'article 9 du chapitre 91 des lois de 1969, par l'article 118 du chapitre 77 des lois de 1977, par l'article 41 du chapitre 40 des lois de 1980, par l'article 12 du chapitre 59 des lois de 1982 et par l'article 9 du chapitre 112 des lois de 1987, est de nouveau modifié par le remplacement de l'alinéa introductif par le suivant:

Taxes
spéciales

« **803.** Sous réserve de l'article 804, le conseil peut imposer à certaines personnes et sur certains établissements, occupations et moyens de profit et d'existence, en plus de la taxe d'affaires, des taxes spéciales, pour une année ou pour des périodes plus courtes, aux montants qu'il détermine, tels que ci-après énoncé: ».

1959-1960,
c. 102,
a. 805,
remp.

45. L'article 805 de cette charte, remplacé par l'article 40 du chapitre 96 des lois de 1971, est remplacé par le suivant:

Droits
annuels ou
taxes spé-
ciales

« **805.** La ville peut en plus de la taxe d'affaires, imposer et percevoir certains droits annuels ou taxes spéciales sur tous commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, occupations, arts, professions, métiers, moyens de profit ou d'existence ou activités exercés ou exploités dans la ville et à l'égard desquels aucune taxe spéciale n'est prévue aux articles 801, 802 et 803. ».

1959-1960,
c. 102,
a. 806a, aj.

46. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 806, de l'article suivant:

Variation
des montants

« **806a.** Les droits annuels et taxes spéciales imposables en vertu des articles 801, 802, 803 et 805 peuvent varier dans chaque cas ou à l'intérieur d'une catégorie selon les critères ou conditions que détermine le conseil. ».

1959-1960,
c. 102,
a. 964c,
rempl.

47. L'article 964c de cette charte, édicté par l'article 45 du chapitre 40 des lois de 1980, modifié par l'article 23 du chapitre 41 des lois de 1980 et par l'article 17 du chapitre 59 des lois de 1983, est remplacé par l'article suivant :

Corporations
sans but
lucratif

« **964c.** La ville est autorisée à demander la constitution de corporations sans but lucratif destinées :

a) à acquérir, rénover, restaurer, construire, vendre, louer ou administrer des immeubles ;

b) à accorder des subventions à la construction, la rénovation, la restauration, la démolition et la relocalisation des immeubles ;

c) à administrer des programmes de subventions aux fins prévues au paragraphe b ;

d) à participer, à titre d'actionnaire ou autrement, à tout fonds d'investissement de capital de risque dont la mission principale est de favoriser le développement économique des quartiers défavorisés de la ville. ».

1959-1960,
c. 102,
a. 964ff,
mod.

48. L'article 964ff de cette charte, édicté par l'article 18 du chapitre 59 des lois de 1983, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Pouvoirs
du conseil

« Le conseil peut :

a) autoriser le versement de contributions afin de combler le déficit ou de financer les activités de cette société ;

b) garantir la dette contractée par cette société ;

c) emprunter les sommes qui peuvent être versées au fonds de roulement mentionné au premier alinéa ou qui sont nécessaires aux fins du paragraphe a. ».

1959-1960,
c. 102,
a. 968, mod.

49. L'article 968 de cette charte, remplacé par l'article 137 du chapitre 77 des lois de 1977, est modifié par le remplacement de l'expression « des immeubles » par le mot « compétent ».

1959-1960,
c. 102,
a. 1047,
mod.

50. L'article 1047 de cette charte, modifié par l'article 59 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, par l'article 109 du chapitre 59 des lois de 1962, par l'article 55 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 40 du chapitre 90 des lois de 1968, par l'article 60 du chapitre 96 des lois de 1971 et par l'article 158 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 6 par le suivant :

Modification
au rôle « 6. Toute modification au rôle est faite par le directeur du service compétent ou par le fonctionnaire qu'il désigne à cette fin. Le rôle comportant ces modifications doit être signé et un certificat attestant ces changements doit être émis. ».

1959-1960,
c. 102,
a. 1048,
mod. **51.** L'article 1048 de cette charte, modifié par l'article 159 du chapitre 77 des lois de 1977, par l'article 59 du chapitre 22 des lois de 1979 et par l'article 33 du chapitre 41 des lois de 1980, est de nouveau modifié par le remplacement, au premier et au quatrième alinéas, de l'expression « Le directeur du service désigné par le comité exécutif » par l'expression « Le directeur du service compétent ou le fonctionnaire qu'il désigne à cette fin ».

Corporations
continues
en vigueur **52.** Aucune corporation constituée en vertu de l'article 964c de la Charte de la Ville de Montréal avant l'entrée en vigueur de la présente loi n'est abolie du fait du remplacement de cet article par l'article 51.

1986, c. 117,
a. 12, mod. **53.** L'article 12 de la Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal (1986, chapitre 117) est modifié par le remplacement des mots « 1^{er} janvier 1989 » par les mots « 31 décembre 1990 ».

1987, c. 112,
a. 15, ab. **54.** L'article 15 de la Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal (1987, chapitre 112) est abrogé.

Exigences de
superficie
non appli-
cables **55.** Les exigences de superficie prévues à l'article 612a ne s'appliquent pas dans le cas d'un projet devant être réalisé dans le territoire délimité vers le nord par le chemin de la Côte-des-Neiges jusqu'à l'avenue des Pins, et de là, par l'avenue des Pins jusqu'au boulevard St-Laurent, vers l'est, par le boulevard St-Laurent jusqu'à la rue Sherbrooke; vers le nord, par la rue Sherbrooke jusqu'à la rue St-Hubert; vers l'est, par la rue St-Hubert jusqu'à l'avenue Viger; vers le nord, par l'avenue Viger jusqu'à la rue Panet; vers l'est, par la rue Panet et le prolongement sud de la rue Panet jusqu'au prolongement est de la rue de la Commune; vers le sud, par le prolongement est de la rue de la Commune, et par la rue de la Commune jusqu'à la rue Mill; de là, par la rue Mill jusqu'au canal de Lachine; vers le sud-ouest, par le canal de Lachine jusqu'au prolongement sud de la rue Guy; vers l'ouest, par le prolongement sud de la rue Guy et par la rue Guy jusqu'à l'autoroute Ville-Marie; vers le sud, par l'autoroute Ville-Marie jusqu'à la limite est de la Ville de Westmount; vers l'ouest, par la limite est de la Ville de Westmount jusqu'au chemin de la Côte-des-Neiges.

Effet Le présent article cesse d'avoir effet le 31 décembre 1990.

Anniversaire
de la fonda-
tion de
Montréal

56. 1. La ville peut, pour la commémoration du 350^e anniversaire de la fondation de Montréal, autoriser, organiser ou coordonner diverses activités, déléguer tout ou partie de ces tâches à une corporation sans but lucratif et, à cette fin, subventionner cette corporation.

Disposition
applicable

L'article 964^f s'applique à cette corporation.

Interpréta-
tion

2. L'article 10 de cette charte s'applique également aux expressions « fournisseur officiel » ou « commanditaire officiel » ou à des mots ou expressions analogues employés avec les expressions « Vivre Montréal 1992 », « Montréal 1992 », « 350^{ième} anniversaire de Montréal », « 350^{ième} anniversaire de la fondation de Montréal », « Montréal, les fêtes de 1992 », « Les Fêtes du 350^{ième} anniversaire de Montréal » ou avec des expressions analogues lorsque l'emploi de ces expressions en relation avec une activité est de nature à inciter le public à croire que la personne qui exerce cette activité est un fournisseur officiel ou un commanditaire officiel des fêtes organisées en commémoration du 350^{ième} anniversaire de Montréal, alors que ce n'est pas le cas.

Interpréta-
tion

Il en est de même de l'adjectif « officiel » employé avec les expressions « Vivre Montréal 1992 », « Montréal 1992 », « 350^{ième} anniversaire de la fondation de Montréal », « Montréal, les fêtes de 1992 », « Les Fêtes du 350^{ième} anniversaire de Montréal » ou avec des expressions analogues lorsque l'emploi combiné de cet adjectif et d'une telle expression en relation avec un bien ou un service est de nature à inciter le public à croire que ce bien ou ce service bénéficie de l'approbation de la ville ou de la corporation visée au paragraphe 1, alors que ce n'est pas le cas.

Annulation
d'un enregis-
trement de
nom

3. L'enregistrement fait en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies (L.R.Q., chapitre D-1) d'une déclaration dans laquelle une personne ou une société prend, sans en avoir l'autorisation expresse et écrite du comité exécutif, un nom, un titre ou une raison sociale comportant l'une des expressions suivantes : « Vivre Montréal 1992 », « Montréal 1992 », « 350^{ième} anniversaire de Montréal », « 350^{ième} anniversaire de la fondation de Montréal », « Montréal, les fêtes de 1992 », « Les Fêtes du 350^{ième} anniversaire de Montréal » ou une expression analogue peut être annulé conformément à l'article 13 de cette loi si l'utilisation de ce nom, titre ou raison sociale est de nature à inciter le public à croire faussement que cette personne ou société a des responsabilités importantes dans l'organisation de ces fêtes ou en est un fournisseur ou un commanditaire officiel.

Effet

4. Le présent article a effet depuis le 1^{er} septembre 1988.

Exemption
du paiement
de certaines
taxes

57. La ville de Montréal peut, par règlement, exempter du paiement de la taxe de l'eau et de services, pour les exercices financiers de 1990 et 1991, les occupants d'immeubles résidentiels. Dans ce cas, le taux de la taxe de l'eau et de services ne doit pas être, à l'égard des autres catégories d'occupants, supérieur respectivement à celui qui leur était applicable pour les exercices financiers de 1988 et 1989.

Réajuste-
ment
de
loyer

Le locataire d'un logement dans un immeuble comprenant dix logements ou plus et dont la taxe de l'eau et de services était, avant les exercices financiers respectifs de 1990 et 1991, intégrée à son loyer, a droit, sur demande faite au locateur dans les douze mois de l'adoption d'un règlement de la ville exemptant cette catégorie d'occupants de la taxe de l'eau et de services, à un réajustement de loyer pour son logement, à compter respectivement du 1^{er} janvier 1990 et du 1^{er} janvier 1991, en fonction de l'exemption de cette taxe accordée en vertu du premier alinéa.

Juridiction
de la Régie
du logement

La Régie du logement a juridiction, à l'exclusion de tout tribunal, pour entendre une demande de réajustement du loyer d'un logement visé au deuxième alinéa. Les articles 56 à 90 de la Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., chapitre R-8.1) s'appliquent à cette demande, en les adaptant.

Réajuste-
ment
de
loyer

La conclusion d'un bail postérieurement à l'entrée en vigueur du règlement mentionné au premier alinéa n'empêche pas le locataire d'obtenir le réajustement du loyer, à moins que le locateur ne prouve qu'il a été tenu compte de cette exemption de la taxe de l'eau et de services dans l'établissement du loyer.

Surtaxe

58. Pour ses exercices financiers de 1990 et 1991, la ville peut, par règlement, imposer et prélever une surtaxe dont le taux n'excède pas 0,10 \$ par cent dollars d'évaluation sur les immeubles dont la valeur imposable inscrite au rôle d'évaluation excède 200 000 \$ et qui sont classés dans les catégories I et II déterminées et définies par le règlement 1976-I de la Commission municipale du Québec adopté le 29 décembre 1976 et modifié par le règlement 1977-I de la Commission, adopté le 21 janvier 1977 en vertu de la Loi concernant le déficit olympique de la Ville de Montréal et modifiant la charte de la Ville de Montréal (1976, chapitre 52). Cette surtaxe ne s'applique qu'au montant de la valeur imposable qui excède 200 000 \$.

Secteurs
désignés

La ville peut désigner les secteurs dans lesquels elle entend prélever cette surtaxe dans le cas des immeubles de la catégorie I.

Garantie

Cette surtaxe est garantie par privilège sur ces immeubles et les propriétaires en sont personnellement responsables.

Annulation
interdite

59. Ne peuvent être annulés parce qu'ils ont été adoptés avant l'entrée en vigueur de la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances des municipalités et des organismes intermunicipaux (1988, chapitre 76):

1° la résolution du conseil portant le numéro 88-05371 et prévoyant l'étalement de la variation des valeurs imposables et de certaines valeurs non imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle triennal;

2° le règlement portant le numéro 7982 et prévoyant un dégrèvement sélectif de taxes foncières;

3° toute disposition du règlement sur l'imposition des taxes foncières qui prévoit une pénalité ajoutée au montant des taxes qui demeure impayé à l'expiration du délai fixé dans la demande de paiement.

1987, c. 111,
a. 57, ab.

60. L'article 57 du chapitre 111 des lois de 1987 est abrogé.

Règlement
rétroactif

61. Un règlement adopté par le conseil avant le 31 mars 1989, en vertu de l'article 2 de la Loi sur le traitement des élus municipaux (1988, chapitre 30), peut rétroagir au 1^{er} janvier 1988.

Entrée en
vigueur

62. La présente loi entre en vigueur le 23 décembre 1988.